

L'horlogerie suisse à la fin de l'année 1981

Autor(en): **Retornaz, René**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue économique franco-suisse**

Band (Jahr): **61 (1981)**

Heft 4

PDF erstellt am: **11.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-886590>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

L'horlogerie suisse à la fin de l'année 1981

L'année 1981 avait bien commencé, et suivait les principales tendances de 1980: la demande des consommateurs continuait de croître et les distributeurs, qui s'étaient comportés d'une manière hésitante en 1979 quand le dollar était à son niveau le plus bas, avaient repris confiance et se réapprovisionnaient largement.

Dans le climat euphorique de 1980 et des premiers mois de 1981, certains producteurs américains, japonais et de Hong Kong ont produit et vendu des montres digitales de bas de gamme en quantités excédant largement les besoins des consommateurs: alors que le taux de croissance de la consommation est de l'ordre de 4 à 5 % l'an, l'augmentation de la production a dépassé 10 % en 1980! Les mesures de correction de Texas Instruments (qui arrête sa production) et de Casio, Citizen et Seiko (qui la réduisent de 20, 10 et 6 %) ont été tardives: les distributeurs mettront probablement plusieurs mois pour écouler ces articles, qui engorgent leurs stocks.

Les distributeurs de montres digitales sont également des vendeurs de produits mécaniques à prix populaires. Leur souci de déstocker les premiers a un effet induit sur les seconds.

Les hausses des taux d'intérêt dans la plupart des pays a amplifié ce mouvement de déstockage, dont la dimension s'accroît encore à chaque échelon en amont de la filière horlogère. A chaque niveau, on prend sa propre marge de sécurité, et les coups de frein sont plus puissants au fur et à mesure que l'on remonte la filière.

La position de l'industrie horlogère devant cette situation spécifique

L'industrie horlogère suisse avait été peu touchée par la déconfiture de la montre LED dans les années 1977 à 1979. Elle a aussi échappé à la crise de surproduction de la montre LCD. L'option prise par la branche de miser sur le produit électronique à affichage analogique s'est donc révélée rentable.

Elle a, par contre, été touchée par le recul des ventes de montres mécaniques à prix populaires: les exportations de produits roskopf ont reculé de 32 % depuis le début de l'année. Dans les articles ancre, ce sont surtout les mouvements de prix bas qui ont subi le contrecoup du surstockage des distributeurs.

Les moindres besoins des remonteurs à l'étranger (touchés par le même phénomène) ont amené une exportation réduite de pièces constitutives depuis le printemps (- 18 % pour les articles mécaniques populaires et - 28 % pour les composants électroniques).

A l'inverse, les montres de luxe et de haut de gamme des manufactures de renommée internationale se sont maintenues, et les articles électroniques à affichage analogique ont enregistré une progression de 46 % depuis le début de l'année.

Dans l'ensemble, pour les dix premiers mois de l'année, le bilan reste positif: si les exportations en nombre de pièces ont reculé de 6,8 %, elles se sont accrues de 14,3 % en valeur (francs nominaux).

La dégradation de la conjoncture mondiale

L'industrie horlogère suisse semble devoir sortir de la situation spécifique décrite plus haut, caractérisée par le surstockage de la distribution, vers la fin de l'hiver ou au printemps. La Foire de Bâle sera le test: si les commandes rentrent à nouveau au rythme normal, ce sera le signe que la période de déstockage touche à son terme.

On peut cependant se demander si la branche ne sera pas entraînée alors par la dégradation de la conjoncture mondiale, et ceci sur quatre plans:

- le marché des changes est redevenu volatile et les variations à court terme sont d'une ampleur qui marque une

« sur-réaction » des opérateurs aux chocs extérieurs et aux modifications des politiques gouvernementales. Ces variations sont une gêne pour les entreprises dans leurs transactions internationales, bien plus que les variations à long terme qui répondent à des ajustements logiques ;

- la situation économique est médiocre dans les pays de l'OCDE où l'inflation continue de sévir et où le chômage est important. Or, un chômeur consacre ses indemnités aux dépenses incompressibles. Les montres peuvent attendre ;
- les mesures restrictives à l'importation redeviennent actuelles, soit à des fins de protection industrielle, soit à des fins de balance des comptes ;
- les situations politiques et militaires se sont détériorées dans plusieurs régions du monde, ce qui constitue de larges taches sombres sur la carte du globe où le commerce international est impossible.

Les effets sur l'économie suisse

L'économie suisse et, dans le même temps, notre industrie, du fait de leur étroite imbrication avec le reste du monde, seront fatalement touchées par l'affaiblissement de la conjoncture mondiale. La lutte contre l'inflation sera donc un impératif auquel il faudra donner une priorité absolue, si notre économie entend conserver sa possibilité de concurrence sur les marchés internationaux.

La politique monétaire de la Banque nationale est, pratiquement, le seul vecteur de cette lutte contre l'inflation. La politique financière des pouvoirs publics aux niveaux de la Confédération, des cantons et des communes n'appuie guère ce programme. Le vote populaire du 29 novembre est un pas timide dans la bonne direction.

L'isolement de la Banque nationale dans la lutte contre l'inflation a un inconvénient très direct pour l'industrie de notre pays : les deux instruments dont elle dispose (limitation de la masse monétaire et influence sur le niveau des taux d'intérêts) doivent être appliqués avec d'autant plus de rigueur.

Il serait inéquitable de laisser le sentiment que la responsabilité de la lutte contre l'inflation repose (à part la Banque nationale) sur les seules épaules des pouvoirs publics. L'économie, et notamment les partenaires sociaux, peuvent également y contribuer par une politique salariale raisonnable. Il faut reconnaître à notre partenaire naturel de

négociation, la FTMH, un sens avisé des réalités. Tout en défendant avec vigueur les intérêts de ses adhérents, celle-ci a adopté une position raisonnable dans les discussions qui se sont terminées le 27 novembre.

Prévisions prudentes

Il est toujours prétentieux de faire des prévisions dans une situation où les variables sont aussi nombreuses, mais les projections suivantes paraissent réalistes : les articles électroniques à affichage analogique continueront leur progression, passant de 10 millions de pièces en 1980 à 15 en 1981 et à 21 en 1982. Ils mordront légèrement, par un effet de substitution, sur les montres mécaniques du milieu de gamme, mais pas sur les produits de prix plus élevés. L'ensemble des montres mécaniques de ces deux plages de prix devrait reculer de 25,5 millions de pièces en 1980 à 22,8 en 1981 et à 19,7 en 1982. Pour les articles de prix populaires, la situation restera médiocre : les montres et mouvements roskopf notamment auront de la peine à sortir de la zone exposée où ils sont actuellement situés et, pour ces derniers articles, on peut s'attendre à une exportation d'environ 6,5 à 7,0 millions de pièces.

Pour conclure

La partie ne sera pas facile à conduire dans le respect mutuel des intérêts ; on ne peut à la fois demander à l'État fédéral de réduire son train de vie et solliciter des appuis financiers. On ne peut demander à la Banque nationale d'être le fer de lance dans la lutte contre l'inflation et lui demander un assouplissement de sa politique. Mais vice-versa, on ne peut demander à l'économie privée sur qui repose toute l'activité d'exportation, qui représente 30 % du marché national brut, d'assurer le plein-emploi et la compensation intégrale du renchérissement sans lui donner la possibilité d'exercer ses tâches avec efficacité.

Des solutions médianes devront être dégagées grâce auxquelles certains instruments seront conservés (Garantie contre les risques à l'exportation) ou réactivés (Convention entre la BNS et les banques en vue d'atténuer les difficultés de trésorerie des industries d'exportation, ou Convention sur les opérations à terme sur les devises), dans le cadre d'une politique d'ensemble, respectueuse des intérêts de tous et selon la finalité des objectifs fixés.

SUISSE - FRANCE - JAPON												
COMPARAISON DES EXPORTATIONS DE MONTRES ET MOUVEMENTS												
	SUISSE				JAPON				FRANCE			
	Pièces	P.M. FS	Variation		Pièces	P.M. Y	Variation		Pièces	P.M. FF	Variation	
			s/Pièces	s/P.M.			s/Pièces	s/P.M.			s/Pièces	s/P.M.
Janv.-sept. 1981												
Montres	17 877 369	111,66	- 11,3 %	+ 31,3 %	34 232 833	5 942	+ 33,2 %	- 8,7 %	4 491 202	94,49	- 22,8 %	+ 33,5 %
Mouvements	15 988 550	18,90	+ 3,2 %	+ 1,5 %	11 528 509	1 977	+ 25,4 %	- 4,2 %	921 903	38,82	- 28,2 %	- 4,9 %
Montres et MVTS	33 865 919	67,87	- 5,0 %	+ 20,7 %	45 761 342	4 943	+ 31,2 %	- 7,4 %	5 413 105	85,01	- 23,7 %	+ 30,1 %